



## GRAND HÔTEL DE L'INDEPENDANCE

BP: 287 2nd Ave Conakry,  
Guinea Tél: +224 622 35 19 07  
[www.hotelghi.com](http://www.hotelghi.com)



# LE DIPLOMATE

**L'autre façon d'informer**

Le site web: [www.lediplomateguinee.com](http://www.lediplomateguinee.com)

Hebdomadaire guinéen d'informations générales N°666 du 09 août 2016 Prix 3000 FG

**MARCHE  
DU 16  
AOÛT**



# Cellou dit tout!

**PAUL MOUSSA DIAWARA À SES MILITANTS**



**" Nous sommes  
convaincus  
aujourd'hui que  
le MPD est devenu  
un grand parti  
grâce à vous "**

**URTELGUI**



**Vers les états  
généraux  
de l'audiovisuel**



CELLOU DALEIN DIALLO

## Le grand déballage !

**Le lundi 8 aout dernier, le chef de file de l'opposition guinéenne, El-hadj Mamadou Cellou Dalein Diallo était l'invité de l'émission "Comprendre l'Actualité" sur Sabarifm. L'insalubrité galopante à Conakry et dans les villes de l'intérieur du pays, les crises politique et économique qui assaillent la Guinée et tant d'autres sujets d'actualité étaient au menu des débats. Nous vous proposons quelques extraits. L'insalubrité et la dégradation avancée des routes**

Je vous ai trouvé en train de parler de l'Etat de nos routes. Je rappelle que j'ai été également ministre des travaux publics et j'ai eu le privilège de mettre en place le fonds d'entretien routier (FER) qui est là actuellement et où j'ai essayé par des dispositifs légaux de sécuriser les ressources nécessaires à l'entretien de nos réseaux routiers. Mais, je vais répondre à votre question, bien naturellement j'ai



encouragé mon épouse à faire ce qu'elle peut. Elle avait cette passion, cette ambition de venir soulager les populations des quartiers et c'est en fonction de ses maigres moyens qu'elle le fait. Je l'encourage naturellement à continuer ce travail.

**Quand on parle d'insalubrité, cela demande assez de moyens. Est ce qu'elle ne risque pas de s'essouffler ?**

Mais non. Je pense qu'elle pose des actes plutôt symboliques. Elle ne peut pas avoir tous les moyens. C'est quelque chose qui ne pourrait être fait que par les autorités. Dans certains quartiers, elle loue une pelle ici, elle empreinte un camion par là et souvent elle ne loue pas c'est des gens qui mettent le matériels à sa disposition pour des curages de caniveaux. Tout cela c'est insignifiant par rapport aux besoins de Conakry. Pour résoudre le problème, il faut une politique. Il faut des moyens, il faut une volonté politique, il faut une capacité d'organisation. Parce que nous avons des villes à côté comme Dakar, comme Bamako, comme Abidjan, comme Banjul, où les femmes sont organisées, où l'Etat assume ses responsabilités, où les collectivités locales assument leurs responsabilités. Puisque nous payons tous des impôts, vous avez assisté à l'augmentation forte des impôts au début de l'année à travers la loi des finances. Mais même si l'argent est disponible, s'il n'y a pas l'organisation nécessaire ça ne peut pas aller. Rien ne se fait aujourd'hui par hasard. Il faut professionnaliser les choses. Mettre en place une

vraie organisation et veiller à ce qu'il y ait la rigueur dans la gestion de toutes les structures qu'on mettrait en place justement pour faire face à ce besoin de la cité. Malheureusement le gouvernement est en faillite dans ce pays. Il n'est pas à la hauteur de ces responsabilités. Rien ne marche nulle part par ce qu'ils sont beaucoup plus préoccupés par la conservation du pouvoir et l'enrichissement du clan que par une réponse appropriée aux attentes de la population.

**Si vous étiez élu président de la république, en combien de temps vous pouvez débarrasser des guinéens de ce problème d'insalubrité ?**

Vous savez d'abord, en 2010 lorsque Monsieur Alpha Condé a été installé, très tôt j'ai compris que le changement annoncé ne serait pas au rendez-vous. Il a nommé gouverneur de Conakry Sékou RSCO Camara. Je n'ai rien contre la personne de Sékou Resco Camara. Mais il n'a aucune compétence pour gérer une ville. Avec les contraintes liées à la gestion d'une ville comme Conakry, notamment la gestion des espaces, l'assainissement, l'environnement. Vous comprenez qu'il faut avoir quelqu'un qui a un certain niveau de formation capable d'appréhender les problèmes. De formuler un programme de gestion et de les valider auprès du gouvernement et des bailleurs de fonds qui sont disposés à aider dans ce secteur. Toutes ces villes

que je viens de citer, le problème d'assainissement est organisé, la gestion des ordures est organisée. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas de moyens, mais c'est parce que nous ne sommes pas organisés. Quel est le critère de choix d'un homme comme Resco. Je n'ai rien contre lui. Il a été le garde-corps d'un ami de promotion. L'échec d'abord de ce gouvernement, c'est le choix des hommes. Il faut choisir des hommes capables d'imaginer, capable de formuler et de mettre en œuvre un véritable programme, capable de s'inspirer de ce qui a été fait. Vous ne pouvez pas être isolé dans un département, dans une direction nationale, dans une ville pour faire bien dans un environnement de payaille, de mauvaise gouvernance et de corruption. Il faut d'abord qu'il y ait un nouvel environnement de rigueur, de sens de responsabilité et de volonté de répondre aux attentes des populations. Même si aujourd'hui Mathurin a une capacité d'imagination, je dirai que la volonté et l'expérience ne suffisent pas, il faut un environnement serin, de stabilité, et de bonne gouvernance

**La marche de l'opposition Républicaine**

3-Les membres de la mouvance présidentielle voulaient montrer qu'ils avaient une capacité de mobiliser comme nous. Mais vous avez, vu le fiasco qu'il y a eu au stade Kabinet Kouyaté. Ils voulaient faire une démonstration de force mais ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas se comparer à L'UFDG. Sinon c'était le début d'une série de manifestations beaucoup plus

grandioses qu'ils voulaient organiser. Plus grandes que celles de l'opposition républicaine. L'échec de la manifestation du stade Kabinet Kouyaté est l'illustration la plus éloquente du désaveu du peuple. Il y a des gens renvoyés pour insuffisance de résultats du gouvernement et qui veulent démontrer que ce sont eux qui sont les défenseurs d'Alpha Condé. L'objectif est que ce sont des gens qui veulent être repris. Il y en a qui étaient menacés d'être renvoyés. En fin, il y en a qui viennent d'être promus et qui devaient montrer qu'ils méritaient cette promotion. Et la règle c'est d'attaquer Cellou et l'UFDG si l'on veut être dans les bonnes grâces de Monsieur Alpha Condé. Ils m'ont accusé de vouloir faire un coup d'état militaire et ils ont menacé qu'on allait les trouver dans la rue. Ils ont décidé d'empêcher une manifestation pacifique qui est un droit. Et la contre-manifestation est un délit. Je précise qu'à l'Assemblée nationale, nous avons demandé de façon légale le départ d'Alpha Condé. On a mis en accusation le président de la république pour viol de la constitution, pour parjure.

J'ai dit à Ousmane Gaoual devant la presse qu'il ne faut pas qu'il suive des gens en quête de promotion et qui sont prêts à montrer à Alpha que ce sont eux qui le défendent lorsqu'il est en difficulté. Ce sont des zélés qui sont menacés d'être renvoyés du gouvernement et d'autres le sont déjà depuis 3 ans. C'est le cas de Keira et Bantama. Ils ont goûté à la fonction ministérielle et ils veulent revenir. Le seul critère d'appréciation pour Alpha est la position par rapport à Cellou et à l'UFDG.

**La cours de justice....**

La cours de justice n'existe pas parce qu'il faut garantir l'impunité à Alpha Condé et tous les ministres. On ne peut pas déposer une plainte contre Alpha Condé ou un ministre parce que cette cours de justice n'existe pas.

**La transhumance politique...**

La transhumance politique n'est pas propre à la

Guinée. Chacun est libre d'être du côté qui lui semble conforme à ses intérêts ou à ses convictions. Si vous pensez qu'il y a des taupes dans l'UFDG, c'est possible. Mais l'UFDG a aussi des taupes un peu partout. Mais on ne peut pas sur la base de simples déclarations de l'adversaire, instaurer la suspicion et créer la division entre nous par un jeu de l'adversaire. Lorsqu'on a dit que j'ai distribué 1500 lances pierres, j'aurai pu porter plaintes contre la personne pour demander qu'elle apporte la preuve. Mais je ne fais pas. Nous avons une justice à deux vitesses. La preuve c'est qui vient de se passer à Mali. La violence dont les populations de la commune urbaine ont été victimes, des boutiques vandalisées, un cheptel détruit, mais personne n'a été interpellé. Alpha Condé accorde l'impunité à tous ses amis. Jusqu'à nos jours, l'UFDG a une trentaine de détenus politiques.

**Report des manifestations...**

Si le président est là, on organise la manifestation. Dans le cas contraire nous avons décidé d'attendre qu'il soit là. L'objectif est d'attirer son attention sur la frustration du peuple quant à sa gouvernance, à la misère, à la violation des lois de la république.

**Le cas Bah Oury...**

J'ai fait tous les efforts possibles pour infléchir la position de mon ancien vice-président pour qu'on puisse continuer ensemble le combat. Mais en vain ! La décision est prise et elle est irrévocable. **Libération des garde-corps...**

C'est vrai que voir un homme recouvrer sa liberté est une bonne chose. Surtout s'il s'agit d'un proche qui faisait partie de ta garde rapprochée. Donc qui est engagé à donner sa vie pour sauver la sienne. Mais je suis plus révolté par la détention arbitraire de ces gens et de ceux qui ne sont libérés que pendant six mois. Je disais devant la presse que j'étais tiraillé entre la satisfaction de voir un homme libre et la frustration qui était les miennes de savoir qu'on savait à l'avance qu'il y avait aucun indice qui pesait sur eux. Si bien que le jour de leur première comparution, le procureur avait demandé de les

Suite à la page 3

### LE DIPLOMATE L'autre façon d'informer

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL  
(P.D.G.)

Sanou Kerfalla Cissé  
E-mail: hawasanouci@yahoo.fr  
sanouciiker@hotmail.com  
Tél: 622 35.51.51  
655 51.51.51/664 51.51.51

**ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL**

**AFRIC VISION**

Ibrahima Khalil Dieng  
Tél: 622 35.51.51  
655 77.44.44

**ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL**

Ahmadou B. Touré  
655 77.55.55

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Amadou Makissa Diallo  
tel: 655 .75 .55 .00 /  
622 .41 .61 .01

E-mail: a\_makissa@yahoo.fr

**CONSEILLER GÉNÉRAL**

Mohamed J.M. Morgan  
655 77.44.44/622 26.97.26

**REDACTEUR EN CHEF**

Aboubacar Condé

E-mail: condeabou2009@yahoo.fr  
664 30 26 36/656 31 44 17/  
628 16 04 80

**SECRETAIRE GÉNÉRAL**

Bernadette Condé

**CHEF RUBRIQUE POLITIQUE**

Ibrahima Kalil Dieng

**CHEF RUBRIQUE ECONOMIE**

Woulada Deen

**COMITÉ DE REDACTION**

Sanou Kerfalla Cissé, Amadou Makissa Diallo, Malick M. Bangoura, Bernadette

Condé, Hassane Billy Condé, Wouladen Den, N'na Fatoumata Camara, Fatoumata Kandé (Rana)

**CHRONIQUEUR-ANALYSTE**

Me Alpha Oumar Sy Savané

**SERVICE COMMERCIAL**

Karim Soumah, Marie Soumah

**DISTRIBUTION:**

Mohamed Martin Zounon

**SERVICE PHOTOGRAPHIE:**

LE DIPLOMATE

**SAISIE INFORMATIQUE:**

Safiatou Coumbassa, Oumou Barry, N'famory Dansoko

**IMPRESSION:**

**ADMINISTRATION**

Tiguidanké Diaby, Therna Camara

**SIÈGE DU DIPLOMATE :**

Carrefour Cosa (Nongo) Commune de Ratoma

N°240/PR/TPI/C/ 2

BP: 2222 Conakry

Tél B: 664 53.31.87

**LE SITE WEB:**

www.lediplomateguinee.net

Comptes bancaires:

1000913711018/ECOBANK

21010298601/FIRST I.BANK

1010007610201/SKYE BANK



libérés. Cela n'a pas été entendu. Plus tard, quelques trois à quatre mois après c'est le juge qui fait une ordonnance de non lieu, le procureur s'oppose. Simplement aussi parce que vous savez la justice est instrumentalisée pour intimider l'opposition. Alpha Condé utilise aujourd'hui beaucoup la justice contre l'opposition politique. **vous ne pensez pas que leur libération est une façon aussi de désamorcer un peu la marche que vous avez en vue ?**

-Non ! leur libération était un élément antérieur. Parce que cela fait partie de la mauvaise gouvernance. Les femmes qui ont marché pour exiger leur libération ont été empêchées malgré tous les accords qui étaient obtenus auprès des autorités compétentes pour l'organisation de ladite marche. Aujourd'hui leur libération ne peut pas empêcher la marche pacifique que nous avons décidé d'organiser pour exprimer naturellement l'indignation, la frustration des guinéens face à la mauvaise gouvernance de façon globale.

## Situation économique du pays, à votre avis, comment est-elle ?

j'aurais pu vous poser la question en tant que consommateur. Vous savez, M. Alpha Condé et son gouvernement ont mis l'économie en faillite. En 2014 et 2015, on vous a parlé des détournements massifs d'argent qu'il y a eu à travers des marchés de gré à gré qui ont été octroyés à l'entourage du président. Près d'un milliard deux cents millions de dollar et sur ce montant, il y a huit cents soixante onze millions de dollar qui avaient donné lieu à des marchés de gré à gré et qui ont engagé les banques centrales à mettre en place des garanties. Tout cela en violation flagrante des dispositions de la loi. Le problème est que le marché de gré à gré est illégal. Le code de marché qui est une loi de la république recommande que pour toute commande publique qu'on fasse appelle à la concurrence.

L'appel à la concurrence a trois avantages : d'abord ça vous permet d'identifier le meilleur prestataire ou le meilleur fournisseur. Parce que vous devez apprécier celui qui s'engage. Lorsque vous voulez utiliser les ressources publiques pour acheter un service ou un bien, vous devez vous assurer que le service ou le bien est de qualité. Troisièmement, vous avez l'avantage d'avoir le meilleur prix.

En quatrième lieu, c'est l'égalité des chances des entreprises face au marché publique. Vous avez beaucoup d'entreprises

guinéennes qui savent faire la même chose, qui évoluent dans le même secteur d'activité, il faut leur donner la même chance pour que le meilleur gagne.

Il ya des scandales ici. Ce n'est pas pour rien qu'ils ne veulent pas mettre en place la haute cour de justice. Vous donnez un marché à un

871 milliards et personne ne dit rien. Les gens ne le savent pas, on le cache. Les missions de fonds viennent, on découvre qu'il y a des trous énormes dans les finances publiques parce que c'est des dépenses qui n'étaient pas inscrites dans la loi des finances. Donc l'endettement du trésor explose, les réserves de

Leone 15%. Je suis entrain d'expliquer l'inexpérience et l'incompétence.

## Le secteur minier...

On peut combler l'inexpérience si on a une capacité d'écoute. Pourquoi les investissements dans le secteur minier n'ont pas eu lieu ? Simandou était convoité par tous les majors du secteur minier. Monsieur Alpha Condé n'a



ami qui n'a ni la compétence technique, ni la surface financière un marché de cent quarante quatre millions de dollar. Il ne peut pas livrer à bonne date la prestation ou le bien et l'Etat perd. j'ai parlé du contrat ASPERBAS qui a été donné à une société brésilienne qui n'a jamais fait ce genre de boulot: 144.000.000 de dollar. Délai de livraison six mois. Vous prenez une entreprise burkinabé amie, vous lui dites : tu m'as aidé, je te la donne pour que toi aussi tu puisses profiter de mon arriver au pouvoir. Vous facturez le kilomètre à 1.500.000 euros alors que c'est 400.000euro le prix normal. Vous payez en virant l'argent à Ouagadougou. il n'y a même pas de mission de contrôle pour s'assurer que les factures qui ont été faites correspondent vraiment à la prestation et des travaux réels sur le terrains. Sortir jusqu'à

changes se fondent, la monnaie se déprécie. Voilà pourquoi on souffre. Les gens voient le dollar se déprécier, ils ne se posent pas la question pourquoi, qu'est-ce qui s'est passé ? Mais c'est parce qu'on a sorti les devises pour acheter les consciences et financer les mascarades électorales mais aussi surtout pour enrichir le clan.

Le gouvernement également soutien que tout cela est arrivé parce que vous avez empêché Alpha Condé de travailler pendant des années mais également Ebola Ce que je viens de décrire on ne peut pas dire que c'est à cause des manifestants. ça n'a rien avoir avec Ebola. Dire que l'opposition m'a empêché de travailler ou Cc'est Ebola, c'est un aveu d'incompétence. En 2013, avant Ebola, le taux de croissance de la Guinée était de 2,3%, en Côte d'Ivoire elle était à 9% , au Libéria à 7%, en Sierra

pas su saisir l'opportunité parce qu'il ne sait pas que l'économie est un cycle. Le fer était à 170 dollars la tonne, aujourd'hui il est à 50 dollars. Tout le monde était là et attendait la fin de la transition, dans le projet d'alumine ALQOA voulait un, GLOBAL, BHP BILINGTON voulait un à Boffa, des usines d'alumine partout. On a tergiversé, on a modifié le code minier, remis en cause toutes les conventions sous prétexte qu'on est contre la corruption. Mais aujourd'hui lorsqu'on voit ces marchés de gré à gré, on sait que c'était parce qu'on voulait servir des intérêts particuliers.

## Vous parlez des sociétés minières qui ont quitté, quel commentaire faites-vous à ce propos et également le gouvernement qui annonce la reprise de FRIGUIA?

Lorsque Alpha et son équipe arrivaient au pouvoir, ils étaient pressés.

RIO TINTO a payé 700 millions de dollar toute suite pour stabiliser son permis. Vous savez lorsqu'ils ont commencé à travailler, l'économie a frêmi, mais après on dit non, 700 millions ce n'est pas ça, il ne s'agit pas d'un paiement d'impôt par anticipation. On s'est mis encore à renégocier le traitement comptable qu'il fallait donner au 700 millions. Cela aduré des mois et des mois. Donc on a modifié le code minier cinq fois, on a pris des dispositions qui ne sont pas de nature à encourager un investisseur, on nous dit que tout investissement réalisé dans le cadre de l'exploitation minière en Guinée, toute infrastructure créée appartiendra à la Guinée à hauteur de 51%. Or les importantes réserves de fer en Guinée ne se trouvent qu'au mont Nimba et à Simandou. Il faut le trans-guinéen, il faut un port en eau profonde. Ce qui n'est pas facile parce que sur notre littorale, vous n'avez pas de courant d'eau profonde qui permet d'accueillir les bateaux minéraliers de 500 mille tonnes. Ça fait 20 milliards d'investissement, le trans-guinéen et le port en eau profonde, cet de l'investissement. Et si vous dites que la Guinée doit être propriétaire à hauteur de 51%, il faut que la Guinée finance à hauteur de 51%. Les minéraliers ont dit, on attend que la Guinée mette sa part. On a attendu, la demande mondiale du fer a baissé, les cours se sont effondrés, ils sont aujourd'hui à 50 dollars et le projet n'est plus rentable. J'aurais bien voulu que RIO TINTO investisse, parce qu'au-delà d'Alpha Condé il y aura la satisfaction d'une demande forte d'emplois. Et l'économie est un cycle, le prix est au bas aujourd'hui, mais ça peut remonter.

## FRIGUIA sera sur pied bientôt, qu'en dites-vous ?

Le problème d'Alpha est qu'il veut toujours régler des comptes. Lorsque les problèmes sont nés entre syndicats et responsables de RUSSAL, pour Alpha c'est nous qui avons vendu l'usine et il faut qu'on paye. D'abord arrivé au pouvoir il a remis en cause la transaction qui vendait FRIGUIA à RUSSAL. Donc Russal avait non seulement des problèmes sur l'exercice de son droit de propriété sur l'usine, les syndicats lui crée des problèmes (je ne défends pas Russal, ce qui m'intéresse c'est les travailleurs). Le président Conté a eu le mérite d'assurer la continuité l'exploitation de Fria. Fria n'était pas rentable tel qu'il était, il faut le savoir. La

technologie était dépassée, la taille de l'usine est petite, pendant des années on vendait l'alumine de Fria à un prix inférieur au coût de production et si les partenaires « B », comme on les appelait à l'époque, ont décidé de vendre leur part dans Fria au franc symbolique à la Guinée, c'est parce que c'était plus rentable.

RUSSAL s'est rendu compte que son droit de propriété est contesté par Alpha Condé, parce qu'il dit que ce sont les autres ( Souaré, Dalein, ...) qui ont vendu l'usine.

En deuxième lieu, les syndicats revendiquent les augmentations de salaires alors que l'exploitation normale ne le permettait pas. Ils ont dit donc on arrête.

Sur la base de la politique minière, on était arrivé à obtenir par un concours de circonstances et de volonté politique la transformation de notre bauxite au moins en alumine dans le pays. ALQOA était décidé à créer une usine d'alumine à Kamsar. On lui a donné le permis moyennant un engagement ferme de construire une usine d'alumine parce qu'on a retiré sur le périmètre de CBG une partie pour donner à GLOBAL parce que lui il dit qu'il commence par construire une usine d'alumine. Exporter la bauxite brute n'est pas rentable pour le pays.

RUSSAL à l'époque s'était engagé à construire une usine d'aluminium à Diandian. GLOBAL s'était engagé à construire une usine d'alumine à Sangaredi, ALQOA s'était engagé à construire une usine d'alumine à Kamsar. Donc la transformation de nos matières premières était en vue. Aujourd'hui Alpha a renoncé à tout ça. SMB va exporter la bauxite guinéenne, ni nettoyée ni calcinée, il n'y a aucune valeur ajoutée.

## Dans quel domaine estimez-vous que le président Alpha Condé a fait des résultats ?

Disons que Kaléta a été réalisé. C'est un résultat qui permet de satisfaire pendant la moitié de l'année la demande en électricité dans la capitale. Ce que je n'ai pas apprécié à Kaléta, c'est qu'il n'y a pas eu d'appel d'offre. On a fait l'usine à un prix supérieur à un prix normal qu'on aurait obtenu à la suite d'un appel d'offre même si c'était avec les entreprises chinoises. La disponibilité de l'électricité est un résultat.

Aux dernières nouvelles, l'opposition républicaine a reporté sa manifestation pour le 16 août prochain.

La rédaction





## PAUL MOUSSA DIAWARA AUX MILITANTS DE SON PARTI

**“ Nous sommes convaincus aujourd’hui que le MPD est devenu un grand parti grâce à vous ”**



Le Mouvement des Patriotes pour le Développement (MPD) a tenu ce samedi 6 août 2016, son assemblée générale hebdomadaire à son siège national sis au quartier Yimbayah sous la présidence de Paul Moussa Diawara, président du parti. L'ordre du jour de ladite assemblée générale était essentiellement axé sur l'avis des structures à la base par rapport aux futures échéances électorales.

Dans leurs interventions respectives, des militants et sympathisants massivement venus des quartiers de Matoto, Gbéssia (kissita), Kaloum et du Km36 ont magnifié les nombreux efforts de leur champion, Paul Moussa Diawara dans le cadre de la redynamisation des actions de leur formation politique. Ils ont par la même occasion sollicité la participation effective de leur parti aux élections locales prochaines en présentant bien sûr des candidats dans beaucoup de circonscriptions du pays.

Selon ces porte-paroles, il n'est pas question de douter aujourd'hui l'assise de cette formation sur

l'échiquier politique national. Car, disent-ils, la mobilisation est totale dans toutes les communes, les quartiers et districts en faveur de leur parti (MPD) qui est par ailleurs l'un des alliés politiques inconditionnels du parti présidentiel (RPG Arc-en-ciel). Prenant la parole pour la circonstance, le président Diawara a, au nom du bureau politique national de son parti salué et remercié l'ensemble de ses militants et sympathisants pour la mobilisation qui, selon lui, ne fait qu'accroître presque tous les jours que Dieu fait. Cette détermination, dira-t-il, des militants prouve a suffisance que le MDP, allié du RPG Arc-en-ciel est et demeure aujourd'hui un grand parti sur la scène politique nationale et un poids lourd pour la mouvance présidentielle dans toutes les actions politiques dans les cinq communes de la capitale en générale et de la commune de Matoto en particulier. “ Nous sommes convaincus aujourd’hui que le MPD, ceux ou celles qui passaient que c’est un petit parti politique est devenu un grand parti grâce à vous. Un grand parti c’est les hommes, c’est les femmes, c’est les jeunes. Et ce que je vois ici montre clairement

qu’il ya une adhésion forte, une adhésion sans condition à la cause de ce parti. C’est pourquoi nous disons que le MPD est un parti allié au RPG Arc-en-ciel, qui accompagne et soutient nuit et jour le président Alpha Condé qui a une ambition pour ce pays et qui a une vision claire pour ce pays ”, dira-t-il entre autres.

Poursuivant son intervention, Paul Moussa Diawara est longuement revenu sur les différentes réalisations du Pr Alpha Condé en faveur de toutes les populations guinéennes. Selon lui, son parti est et demeure fier d’être un allié politique du RPG Arc-en-ciel qui, à travers le président Alpha Condé est entrain de poser des actes forts pour le développement rapide de la Guinée. Il a, avant de terminer invité les guinéens à l’union et à la compréhension mutuelle. Selon lui, les politiciens qui se cachent derrière leur ethnique pour faire de la politique n’ont de projet de société fiable à proposer...”

**Youssouf Hawa Keita**

## SANTÉ

## PNLS s’active à protéger les enfants de 3 mois à 59 mois



**“Tous pour une Guinée sans paludisme”**. C’est

avec ce slogan que le programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) à travers le Ministère de la Santé et de l’Hygiène publique a organisé une conférence de presse le jeudi 04 août dernier à la Pharmacie Centrale de Guinée. Avec l’appui technique et financier du “SPEAK UP AFRICA”. Cette 2<sup>ème</sup> phase de la campagne chimio prévention du paludisme saisonnier vise à protéger les enfants de 3 mois à 59 mois.

Malgré la multiplicité des initiatives entreprises dans le cadre de la lutte contre le paludisme; cette maladie reste toujours un des problèmes majeurs de santé publique notamment en Afrique subsaharienne. Selon les statistiques, en 2015, 214 millions de cas de paludisme et 438 000 décès ont été enregistrés dans le monde. 88% des cas et 90% des décès sont survenus en Afrique subsaharienne. 70% des décès concernent les enfants de moins de 5 ans. C’est pour cette raison que le programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), s’est fixé l’objectif de toucher au moins 95% des enfants des 8 districts ciblés durant la période de juillet à octobre 2016: **« Comme le paludisme est la première cause de mortalité et de morbidité dans notre pays, alors j’ai le droit et le devoir citoyen d’accompagner toute organisation qui s’intéresse à ce domaine pour la protection de nos populations. Il faut que les enfants qui sont les cibles vulnérable de ce pays soient couverts »** a précisé le chef du projet de

la lutte contre le paludisme, Dr Eugène Kama LAMA.

Au terme de la première campagne, avec une couverture moyenne de 96% d’administration du produit, et des 5000 moustiquaires distribués cette année, la Guinée a obtenu des résultats satisfaisants aux yeux des partenaires techniques et financiers dans la lutte contre le paludisme, comme le reconnais Dr Timothé GUILAVOGUI, coordinateur adjoint du programme national de lutte contre le paludisme (PNLP): **« c’est une nouvelle stratégie qui vient s’ajouter aux anciennes. Elle consiste à administrer des médicaments pour la prévention du paludisme chez les enfants de 3 à 59 mois afin de réduire à plus de 60% de cas de paludisme pendant toute l’année. Les résultats sont encourageants. Le projet qui appuis cette stratégie se déroule dans 7 pays, parmi lesquels la Guinée a été classée le meilleur pays en terme de résultats surtout dans un contexte particulier. Il s’agit notamment du contexte Ebola et post Ebola. Donc, à cause de tous ces contextes-là, nous avons pu couvrir 96% des enfants éligibles pour cette campagne. Le nombre de cas est considérablement réduit. Et si le nombre de cas est réduit on devrait comprendre qu’il y a une diminution du fardeau de la maladie au niveau même des ménages. Aussi, les enfants qui devraient mourir du paludisme ne vont plus en mourir parce qu’ils n’ont pas pu faire de cas de paludisme simple qui allait se transformer en**

**paludisme grave»**. Avant d’ajouter que depuis la première campagne: **« le produit (surphadoxine primethanine et l’amodiaquine associés) est gratuit dans toute les préfectures... »**.

Le directeur préfectoral de la santé de Koubia, un des bénéficiaires de cette campagne chimio prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 3 mois à 59 mois estime qu’à ce jour : **«la lutte contre le paludisme se poursuit favorablement dans nos districts à travers les campagnes de distribution de MILDA qui sont effective au niveau de notre district. Aussi nous faisons la distribution de routine de MILDA. La chimio prévention du paludisme saisonnier est une stratégie qui consiste à donner des médicaments antipaludiques aux enfants de 3 à 59 mois et les résultats de 2015 ont été très satisfaisants et il y a une adhésion communautaire »**.

Après la première campagne chimio prévention du paludisme saisonnier de 2015 qui a connu une couverture moyenne de 96% chez les enfants éligibles dans les districts sanitaires de Gaoual, Koundara, Mali, Koubia, Tougué et Dinguiraye, le programme national de lutte contre le paludisme se fixe comme défi de couvrir durant tout le long de la campagne 431 034 enfants de 3 à 59 mois dans les districts de Siguiri et Mandiana et les six autres cités plus haut pour un total de huit districts.

**Thierno Abdoul Barry**

## COMPRENDRE L’ACTUALITÉ

## A ÉCOUTER ABSOLUMENT !

**Décryptage de l’actualité par les Experts de la maison.**

**Rendez-vous du lundi au vendredi sur Sabari fm97.3 à partir de 09h 5mn**



PÉKIN

## Fin des travaux des coordinateurs de la mise en œuvre des actions du FOCAC



Les 28 et 29 juillet dernier a eu lieu à Pékin la réunion des coordinateurs de la mise en œuvre des actions de suivi du sommet de Johannesburg du forum sur la coopération sino-africaine. Avec la participation d'une centaine de ministre et hauts dirigeants africains.

organisée par le gouvernement chinois, cette rencontre a pour but de faire le bilan du travail accompli, de rapprocher les idées, de dégager des convergences de vues, de regarder en face les défis, de surmonter les difficultés, de partager les expériences, de promouvoir la coopération et de réunir la sagesse et les forces en faveur de la coopération gagnant-gagnant et du développement entre la Chine et l'Afrique, de sorte à donner une impulsion à la mise en œuvre des actions de suivi du sommet.

A l'ouverture de la cérémonie, le conseiller d'Etat et représentant du président Xi Jinping à cette rencontre, YANG JIECHI a tout d'abord lu le message de bienvenu du président. **« Cette réunion des coordinateurs est non seulement une action commune importante de la Chine et de l'Afrique pour promouvoir la mise en œuvre des consensus des dirigeants chinois et africains et des acquis du sommet du FCSA, mais aussi une initiative majeure pour renforcer la coopération sino-africaine »** a-t-il dit en substance. A cette occasion, le Ministre YANG JIECHI souhaite une concrétisation rapide des acquis du sommet, au grand bénéfice des deux parties. Il

s'est également réjoui de la trentaine de pays africains qui ont établi des mécanismes de coordination interne au niveau des ministres, et que dans certains pays ce rôle soit assuré par soit le président ou le PM.

Cependant, avant l'ouverture solennelle de la réunion, le mercredi 28 juillet, une autre réunion de dialogue de grande taille entre les responsables des institutions financières de grandes entreprises chinoises et africaines s'était déjà tenue. Elle a été marquée par la présence de plusieurs hauts cadres de de l'union africaine. La délégation guinéenne était conduite par le ministre d'Etat chargé des questions d'investissement et du partenariat public privé, Dr IBRAHIMA KASSORY FOFANA. Le point saillant de cette première journée aura été la signature de plus de 230 accords d'une valeur de 50,725 milliards de dollars soit 90% du montant global reparti comme suit: 35 milliard de dollars américains alloués aux projets d'infrastructures susceptibles de changer le climat des affaires. 20 millions de dollars pour les autres projets de développement. Et 5 milliards alloués de don. Selon le vice-ministre du commerce chinois HE ZHUANG MING, les pays ont le plein choix parmi les points énumérés.

Depuis la conférence de Johannesburg, les deux parties constatent avec satisfaction les progrès réalisés dans leur coopération. Pour la Guinée, selon le Ministre

KASSORY Fofana : **« plusieurs secteurs sont visés. Il y a des projets dans le domaine de l'éducation, la santé, les infrastructures. Mais le prioritaire est celui de la construction du barrage hydro-électrique de SOUAPITY. Sur les 60 milliards de \$ annoncés, plus d'un milliard sera destiné à SOUAPITY »**. Depuis l'annonce en décembre 2015 des 60 milliards, plusieurs pays du continent africain n'ont jusque-là pas soumis de projets. Et selon nos informations, la Guinée s'inscrit sur cette liste. Pourtant, il ne reste plus que 1% du montant. Quant au directeur général du département de l'Afrique du ministère des Affaires Etrangères chinois, LI SONGTIAN : **« les différents pays africains doivent prendre leur développement en main. Parce que la structure de la coopération a changé, le moteur du train du développement a démarré, et le train n'attendra personne »**. C'est autant dire que la Chine n'attendra personne. A la fin des travaux de Beijing, la délégation, sous la direction de Li Songt'an, directeur général du département Afrique du ministère des affaires étrangères chinoises, se sont rendus dans la ville de Suzhou, située dans la province du Jiangsu pour une visite de terrain.

Marthe Lucienne Kamano depuis Pékin

SUZHOU

## Des ministres africains en visite de terrain



En marge de la réunion des coordinateurs de la mise en œuvre des actions de suivi du sommet de Johannesburg à Pékin, la centaine de ministres et accompagnateurs ont effectué une visite de terrain. C'était ce samedi 31 juillet 2016 dans la ville de Suzhou, située dans la province de Jiangsu.

Une ville historique, culturelle et touristique. Avec une superficie de 8488 km<sup>2</sup> et 6.67 millions habitants. La délégation a visité tout d'abord l'entreprise de fabrication d'automobiles de transport en commun avec une production équivalente à 10.7 milliards de RMB. Seconde étape de la tournée, le parc Industriel de Suzhou. Ce Park est l'un des plus importants projets de coopération entre les autorités chinoises et Singapourienne. Approuvé par le conseil d'Etat et fondé en 1994, ce Park s'étend présentement sur 28 km<sup>2</sup> avec 800.000 habitants. Interrogé, le ministre Guinéen chargé des questions d'investissement et du partenariat public privé donne ses impressions : **« La Chine est inspirante à tout point de vue. Alors que c'est un pays qui sort de la misère, de la**

**pauvreté absolue, en un demi-siècle, il faut le faire. La Chine a une civilisation millénaire, la Chine est impressionnante à tout point de vue. Ce qui est frappant, c'est qu'un pays qui sort de la pauvreté quasi absolue et qui arrive à rejoindre la cour des grands en un demi-siècle, ceci mérite de l'administration. Ce qui m'a frappé le plus au cours de ce trajet, c'est qu'il n'y a pas une portion de mettre carré qui ne soit pas occupée par des plantations. Les chinois sont un peuple travailleur. Il y a également la maîtrise de l'eau. Cette maîtrise conditionne le succès de l'agriculture, en termes de productivité agricole. Nous partons enrichis de ce pays par une expérience qui ne restera pas sans suite.**

**Suzhou, est un modèle de développement à expérimenter dans nos pays. Une ville qui a réussi à implanter le modèle Singapourien à travers une coopération entre la Chine et Singapour qui a créé cette zone économique fronshtash. Cette région est la dixième de la Chine. Mais en termes de PIB, SUZHOU contribue à plus de 10% de chiffre d'affaires annuel. Ce qui dépasse les 3 cent milliards de dollars. En termes de vision, c'est facile à atteindre ce résultat. En tant que délégué de la Guinée, nous sommes venus**

**constater. Il y a déjà certains pays africains qui n'ont pas attendu de venir ici pour commencer l'industrialisation. Nous partons d'ici avec plein d'expériences. Une expérience qui inspire. La Chine est un exemple à suivre. Parce qu'elle a des idées. Il faut noter la discipline, l'attachement au travail, l'ordre public, sont des ingrédients qui accompagnent le développement de ce pays et qui justifient le taux de croissance élevé. Par rapport à cette région, la Guinée a des avantages comparatifs. La raison est que nous sommes voisins à plusieurs Etats dans le marché régional. Nous avons une diversité de climat, avec des ressources minérales importantes. La Guinée a tout. Ce qui manque, c'est la vision, c'est l'organisation, c'est le manque de discipline et c'est la volonté des uns et des autres dans le travail. Il y a dans ce modèle chinois de bonnes choses à prendre et à repiquer dans le contexte Guinéen... Ce Park désigne pour la chine une fenêtre importante qui démontre l'ouverture ainsi qu'un modèle réussi de la coopération internationale ».**

Depuis Pékin  
Marthe Lucienne  
Kamano de retour  
Suzhou



## FACE À LA CRISPATION SOCIOPOLITIQUE ET AUX DÉRIVES VERBALES

### La société civile appelle à l'apaisement

**Dans un mémorandum publié le 03 août 2016, la société civile estime que la situation sociopolitique actuelle de la Guinée est une menace sérieuse du processus de décentralisation et de la gouvernance locale. "Après plus d'une décennie, la République de Guinée est régulièrement secouée par des crises socio-politiques...la crise de janvier-février 2007, les événements du 28 septembre 2009, les crises pré et post électorales de 2010, 2013 et 2015", rappelle la société civile guinéenne.**

**Voici in extenso ledit mémorandum**

L'ENLISEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE EST UNE MENACE SÉRIEUSE DU PROCESSUS DE «DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE».

Après plus d'une décennie, la République de Guinée est régulièrement secouée par des crises socio-politiques. En rappel, la crise de janvier-février 2007, les événements du 28 septembre 2009, les crises pré et post électorales de 2010, 2013 et 2015.

**Les conséquences de ces crises sont d'ordre politique, économique et social.**

**Sur le plan politique :** la suspicion entre les acteurs politiques, le discrédit des institutions de la République, l'usage abusif du consensus au détriment de la Constitution et des lois, les tensions permanentes entre les acteurs politiques d'une part et entre eux et le gouvernement, d'autre part...

**Sur le plan Economique :** la méfiance des investisseurs, la faible mobilisation des recettes publiques, la destruction de biens publics et privés et les perturbations budgétaires;...

**Sur le plan Social :** la méfiance et le repli identitaire, des violations des droits humains, l'instrumentalisation de la justice, le désœuvrement et la paupérisation,...

En effet, depuis le premier tour des élections présidentielles de 2010, les acteurs politiques guinéens se sont inscrits dans une logique où, pour chaque élection politique, il faut conclure un nouvel accord politique. Ainsi, en l'espace de six ans, trois accords politiques ont été signés, à savoir : l'accord entre les deux tours des élections présidentielles de 2010; l'accord pour la tenue des élections législatives de 2013 et l'accord du 20 août 2015 qui a permis l'organisation des élections présidentielles de 2015.

La récurrence des crises politiques pré-électorales contraint constamment le Gouvernement à mettre en place un cadre de dialogue politique. Ce cadre circonstanciel, peu structuré conduit à des accords politiques insolubles et non respectés.

La tenue de ces dialogues a permis de mettre en évidence le rôle déterminant joué par certaines composantes de la Société civile, notamment les organisations des femmes, qui ont été très actives dans la médiation ainsi que dans les activités de plaidoyer.

C'est le cas aussi des médias, qui se sont illustrés dans leur mission d'alerte et dans la facilitation de débats politiques

autour des enjeux liés aux différents accords politiques. La société civile est constamment interpellée par les populations et toutes les parties pour son implication dans la sensibilisation, la médiation et le suivi de la mise en œuvre des accords.

Conscients de son rôle et responsabilité dans la préservation de la quiétude sociale, de la veille citoyenne et de propositions d'alternatives ; nous, plateformes de la société civile, Organisations des Femmes, des Médias, de Jeunes, réunis au siège du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), avons procédé à une analyse critique et objective de la situation socio-politique et économique du pays et une évaluation des accords du 20 août 2015 dans la perspective des élections locales.

Ainsi, dans le souci de répondre, comme toujours, aux attentes et préoccupations des citoyens, nous avons cru devoir produire ce mémorandum qui s'articule sur trois points :

#### I- CONSTATS

Après une analyse critique et objective de la situation socio-politique du pays, nous, membres de la Société civile, dressons les constats suivants :

La rupture prématurée du dialogue, son caractère spontané, peu structuré et sporadique.

Le manque d'efficacité du Comité de suivi des accords du 20 août et sa dissolution hâtive;

Le non-respect et la non application de certains engagements dont : l'indemnisation des victimes des manifestations politiques, la réforme de la CENI, la révision du Code électoral, le découpage électoral...;

L'absence d'une date consensuelle pour la tenue des élections locales ;

L'absence de stratégie cohérente pour le respect du cycle électoral ;

L'insuffisance de la volonté politique des acteurs ;

**La mauvaise foi des acteurs** ;

L'absence d'un plan de suivi cohérent et contraignant des accords ;

L'équilibre poussé de la Société civile et la faible synergie entre ses composantes ;

Les crises internes sur fond de tensions permanentes au sein et entre les partis politiques ;

L'escalade des discours politiques violents et haineux, qui sont amplifiés par certains médias ;

La difficile collaboration entre la CENI et le Ministère de



l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, impactant négativement sur l'élaboration et la mise en œuvre du chronogramme des élections locales;

La forte polarisation politicienne de l'opinion ;

Des manœuvres politiciennes d'exclusion de la Société civile des négociations et accords politiques ou la réduction de sa présence au statut d'observateur.

Le sentiment quasi constant de détournement du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de sa mission essentielle d'interface avec les partis politiques ;

La méconnaissance et le désintérêt des citoyens sur les enjeux réels des élections locales ;

La banalisation de la vie politique et la gestion clanique des affaires publiques ;

Des insuffisances et incohérences persistantes dans la loi électorale, rendant difficile la gestion du contentieux électoral et politique par les différentes juridictions, etc.

Ces constats posés nous ont permis d'articuler les analyses ci-après.

#### II- ANALYSES

Les faits et constats soulevés s'expliquent par :

La non application et le non-respect de la loi et des accords par les parties prenantes, du fait d'une faible volonté politique ;

L'attitude irresponsable, l'incivisme poussé, la mauvaise foi, le manque d'engagement et de vision positive des acteurs du processus ;

La perte d'identité collective des acteurs de la vie publique conduisant à tout moment à des solutions inadéquates et des perpétuels recommencements ;

La désorientation de l'opinion des questions essentielles de développement (décentralisation, emploi, santé, éducation, agriculture, infrastructures,...), entraînant

ainsi une banalisation de la vie publique ;

Le processus électoral marqué par un cloisonnement institutionnel dû aux « conflits d'intérêts » entre les parties prenantes (CENI, MATD, Ministère des Finances, PTF,...). Ceci est une velléité manifeste de remise en cause des acquis de la décentralisation en Guinée.

#### III- PROPOSITION DE SOLUTIONS

Pour une sortie de crise et au regard de ces réalités, la Société Civile, recommande aux acteurs politiques et au Gouvernement :

La relance immédiate du cadre de dialogue politique inter guinéen. La société civile veillera à la mise en œuvre des différents engagements;

Le respect et l'application des accords du 20 août 2015 ;

L'engagement de toutes les parties prenantes au respect scrupuleux des accords politiques en :

Situant les responsabilités de chaque partie dans la mise en œuvre ;

Fixant des échéances claires ;

Instituant un mécanisme de Suivi contraignant des engagements ;

La prise d'initiatives pertinentes pour mettre un terme à l'entretien volontaire du flou et l'incohérence du cadre juridique et administratif régissant les élections locales.

**La société civile lance un appel :**

**Au Premier Ministre, Chef du gouvernement, Coordonnateur de l'action gouvernementale :**

De garantir l'instauration d'un climat serein de dialogue et de veiller au respect de l'application des accords, conformément à l'article 58 de la Constitution ;

**Au Ministre en charge de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation :**

De respecter et faire respecter scrupuleusement les lois qui régissent les Collectivités locales, le fonctionnement des partis politiques et l'impartialité de l'administration dans l'organisation des élections ;

**A la CENI :**

o de tout mettre en œuvre pour la tenue des élections locales inclusives et crédibles avant le 31 décembre 2016 ;

**Aux partis politiques :**

o D'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de leurs militants, surtout en matière d'éducation civique et politique;

o De respecter et faire respecter par leurs cadres, militants et sympathisants la Constitution, la Charte des partis politiques, le Code de bonne conduite, les principes et valeurs démocratiques, les symboles et les dates historiques de la République ;

o S'engager dans un rapport de réciprocité dans les accords politiques ;

**Aux populations :**

o A plus de vigilance, d'engagement citoyen pour éviter d'être distraites et détournées des vrais enjeux des élections locales. Ceci constitue le socle du développement harmonieux des Collectivités locales ;

Aux Institutions de la République, notamment la HAC, la Cour Constitutionnelle, l'INIDH :

o D'assumer avec courage leurs attributions conformément à la Constitution et aux lois de la République ;

**Aux Députés :**

o de faire preuve de responsabilité et de patriotisme en assumant leurs fonctions de représentants du Peuple, conformément à la Constitution, aux lois et aux aspirations des citoyens ;

Au Président de la République, garant de la Constitution, du bon fonctionnement de l'Etat, de la paix, la stabilité et la cohésion sociale de :

o créer des conditions politiques et sociales favorables à la décrispation du climat politique en veillant à l'instauration d'un dialogue franc, sincère et responsable ;

o renforcer les mécanismes et instruments de lutte contre l'impunité, la corruption et la mauvaise gouvernance ;

o garantir le fonctionnement correct des Institutions de la

République, conformément à la constitution et aux lois.

Vu ce qui précède, les Organisations de la Société Civile signataires du présent mémorandum, s'indignent de la persistance de la crise socio-politique en Guinée. Elles appellent l'ensemble des acteurs à un sursaut national en privilégiant le respect des lois, le dialogue sincère et inclusif et l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts partisans.

Faisant sa propre autocritique, et prenant conscience de ses responsabilités face aux attentes des citoyens, tenant compte des enjeux des élections locales qui requièrent sa forte implication à toutes les étapes, la Société civile guinéenne appelle les partis politiques à la retenue et à la responsabilité. De même, elle invite le Gouvernement à privilégier le dialogue.

La société civile déplore l'enlèvement de la situation politique devenant de plus en plus angoissante pour les populations plutôt soucieuses de l'amélioration de leurs conditions de vie.

A ce titre, la société civile regrette le blocage chronique du processus électoral dû à la juxtaposition d'un faisceau de dysfonctionnement institutionnel, sur fond de conflit d'intérêt qui ne saurait se justifier devant l'intérêt national et la souffrance de nos concitoyens. Les menaces encourues par la décentralisation amorcée depuis plus de deux décennies sont la conséquence des violations des dispositions des lois, de la non application du Code des Collectivités locales, et les décisions politiques incohérentes des gouvernements successifs, etc. Cet état de fait se traduisant par la perte progressive de légitimité et d'autorité des responsables locaux.

La Société civile regrette qu'à la veille de chaque échéance électorale, les acteurs politiques et le Gouvernement se précipitent dans l'élaboration et la signature des accords qui ne résolvent que des problèmes conjoncturels et électoralistes. La Société civile note aussi, le manque de respect et la non application des accords découlant de la mauvaise foi de la classe politique et de la faible volonté politique du Gouvernement.

La persistance de ces crises cycliques est de nature à traumatiser les citoyens et à désorienter le gouvernement des vrais problèmes de développement.

Face à l'immobilisme des acteurs du processus électoral à trouver des solutions durables qui garantissent la tenue d'élections locales crédibles avant la fin d'année 2016, la Société civile prône l'apaisement et invite les acteurs à mettre fin aux dérives verbales.

Fidèle à ses fonctions de veille, d'alerte, d'interpellations, la société civile réitère sa ferme volonté d'assumer ses responsabilités conformément aux aspirations des populations.

**Conakry, le 03 août 2016**